

Document

Articles de presse de février 2011

Table des matières

France

Economie

- Les classes populaires occupent une place périphérique dans notre économie. (08.02)

International

Economie

- Inde : croissance insolente... et vulnérable. (09.02)
- Le G20 plus spectateur qu'acteur. (19.02)
- Ce qui les guette au tournant. (titre du site). (19.02)
- En 2009, les ventes d'armes ont dépassé les 400 milliards de dollars. (22.02)

Un article du Monde du 7 février :

Les classes populaires occupent une place périphérique dans notre économie. (08.02)

Christophe Guilluy, géographe, auteur de "*Fractures françaises*" (2010, Bourin éditeur)

Anthony R : Pensez-vous que la carte du chômage exposée dans Le Monde daté 8 février (voir aussi l'infographie sur LeMonde.fr) confirme vos thèses de l'Atlas des nouvelles fractures sociales et de Fractures françaises, à savoir une France séparée entre ceux qui vivent dans les territoires des métropoles-centre tertiarisées, à l'aise dans la mondialisation, et ceux vivant dans les anciens territoires industriels, qui souffrent des délocalisations ?

Christophe Guilluy : Il y a effectivement un développement métropolitain, avec d'un côté des grandes métropoles qui tirent l'économie et la richesse du pays. On a aussi, évidemment, dans la France qui crée la richesse, un maillage de petites et moyennes entreprises qu'on retrouve sur la carte du Monde dans le Top 15 des zones d'emploi.

En revanche, il y a bien une opposition entre les emplois métropolitains (spécialisés dans la gestion, la finance, les sièges sociaux, la recherche, etc.) et une France plus industrielle et rurale qui est, elle, beaucoup plus fragilisée par les logiques de la mondialisation.

Clicisclic : Est-ce qu'il y a de vraies lignes de partage entre grandes régions ou plutôt à l'intérieur des régions, entre villes, banlieues et campagnes ?

Je dirais à l'intérieur des régions. Il y a ce que j'ai appelé une fracture entre cette France métropolitaine et cette France périphérique, qui est industrielle, rurale, et qui est aussi la France que Laurent Davezies a appelée la "France résidentielle", qui, elle, bénéficie des retombées des revenus des retraités, des revenus sociaux.

Loup des steppes : Quelles sont les caractéristiques des régions qui "marchent" bien ?

Dans les régions les plus en difficulté, on retrouve – c'est une permanence depuis vingt ans – les grandes régions industrielles : le Nord, le Nord-Est, où les taux de chômage restent très élevés. On a, dans ces régions, les taux de population ouvrière les plus élevés, les salaires les plus bas, et ce sont aussi les espaces les plus en concurrence avec l'économie-monde. C'est dans ces régions que la concurrence avec l'ouvrier "chinois" est la plus forte.

Les zones d'emploi qui s'en tirent le mieux aujourd'hui sont celles qui se sont spécialisées dans les emplois mécaniques, les télécommunications, l'agroalimentaire.

En revanche, il faut préciser que ces régions avec des taux de chômage peu élevés sont aussi celles qui ont des taux d'emploi à temps partiel élevés. Ce qui veut dire qu'on peut avoir dans un département comme la Mayenne, par exemple, un taux de chômage peu élevé, mais en revanche, des salaires et des revenus très bas.

Bleuen : Les médias se focalisent beaucoup sur les banlieues pour évoquer les difficultés de la société française. Cela ne reflèterait donc pas l'exacte réalité ?

Les banlieues doivent être abordées sous deux aspects : le premier, ce sont des espaces qui sont situés dans les métropoles où l'emploi qualifié s'est le plus développé, dans des aires urbaines qui, par contre-coup, se sont le plus embourgeoisées, et qui, du coup, sont victimes d'une forte déconnexion des populations au marché de l'emploi métropolitain, cette déconnexion expliquant l'importance du taux de chômage en banlieue.

C'est le premier aspect : déconnexion entre la qualification des habitants des banlieues et leur environnement économique. Le deuxième aspect, c'est qu'il faut toujours penser les espaces de banlieue en termes de flux, et non plus de stocks. C'est un point essentiel si l'on veut comprendre ce qui se passe en

banlieue. Ces espaces sont devenus, au fil du temps, des sas. Les taux de mobilité dans les ZUS (zones urbaines sensibles) sont parmi les plus élevés de France.

Des populations précaires et souvent étrangères arrivent sur ces territoires, et des populations mieux intégrées socialement les quittent. Donc les banlieues sont devenues en réalité des sas, souvent entre le Nord et le Sud dans les grandes métropoles, et cela explique les indicateurs très dégradés. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne crée pas d'emplois en banlieue.

La Seine-Saint-Denis, par exemple, est un département qui crée beaucoup d'emplois, qui attire des sièges sociaux, mais ces emplois ne bénéficient pas aux populations des banlieues.

Anthony : Le chômage frappe-t-il finalement plus les zones rurales périphériques que les "banlieues" ?

L'indicateur du taux de chômage n'est pas forcément le plus pertinent. On peut avoir un taux de chômage relativement faible en zone rurale, mais qui correspond en réalité à un développement très important du travail à temps partiel. Il s'agit en fait d'un chômage partiel. De la même façon, le taux de chômage en banlieue est élevé et restera élevé du fait de ces logiques de sas et de flux.

Ne jamais oublier qu'en banlieue, les chômeurs d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier, ne seront pas ceux de demain, que les populations changent en permanence et que l'indicateur "taux de chômage" masque souvent une réalité plus contrastée, y compris dans les ZUS.

Je précise qu'en banlieue, les gens qui réussissent à avoir un diplôme, puis un emploi, quittent ces territoires. Donc il est très difficile, par exemple, de faire aujourd'hui le procès de la politique de la ville alors même que les gens qui ont "réussi" ne sont plus sur ces territoires.

Guest : Je suis en contrat aidé depuis deux ans en Gironde. Je viens d'avoir une dérogation pour un an de plus. Mais désormais, tous les contrats aidés ne doivent pas dépasser 20 heures par semaine pour une durée de 6 mois. Alors je dis non, il n'y a pas de fracture entre ceux qui travaillent à temps partiel et ceux qui sont au chômage. Ceux qui travaillent même un peu ont moins d'aides. Je me retrouve cette année avec un salaire équivalent à ce que je touchais lorsque j'étais au chômage. Trouvez-vous cela normal ?

Vous avez raison, cela rejoint la question de l'indicateur "taux de chômage". D'ailleurs, toute la polémique autour du taux de chômage officiel et du taux de chômage réel (qui prend en compte les gens qui ont travaillé 78 heures par mois) est au cœur de votre question. Elle rejoint aussi l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres. On rappellera que près de 20% des salariés aujourd'hui gagnent moins de 800 euros par mois.

Banlieusard : Pourquoi les partis politiques sous-estiment-ils la part des classes populaires et classes moyennes qui vivent dans les zones péri-urbaines ?

Je crois que la classe politique reste imprégnée des représentations sociologiques de la France des "Trente glorieuses". En cela, elle survalorise l'idée d'une classe moyenne majoritaire, en phase d'ascension sociale, et inversement, elle a tendance à résumer la question sociale à la question de l'exclusion. D'où la surmédiatisation de la question des banlieues.

La réalité sociologique aujourd'hui est celle d'une France populaire majoritaire – on peut essayer de la définir comme étant une France d'employés et d'ouvriers qui représentent la majorité de la population active, mais aussi la très grande majorité des chômeurs et des retraités. Ce qui signifie que la sociologie française, de l'actif au retraité, reste aujourd'hui complètement structurée autour de ces catégories-là : ouvriers et employés. C'est-à-dire une France populaire dont les revenus tournent autour de 1.400 euros par mois.

Clicisclac : Ne peut-on pas encourager la mobilité des gens, si les territoires sont si différents ? Comment aider les gens à bouger ?

Il y a des territoires très mobiles, même hypermobiles : ce sont les territoires métropolitains. En revanche, il y a une vraie question autour de la mobilité dans les espaces péri-urbains et ruraux, qui n'est pas suffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. Or il est évident que le chômage dans les zones

industrielles, rurales et péri-urbaines pose une question spécifique : comment retrouver un emploi quand on habite à des dizaines de kilomètres des marchés de l'emploi les plus actifs ?

Noémie : Le taux de chômage des jeunes hommes actifs dans les zones urbaines sensibles est de 43%. Pour les filles, le taux est de 37% (rapport Onzus 2010). C'est quand même beaucoup plus que dans les zones rurales, non ?

Il faut avoir en tête une chose quand on parle du taux de chômage en banlieue, qu'on ne met jamais en avant, c'est que la majorité des jeunes ne sont pas des actifs, mais des étudiants, donc ils ne font pas partie des populations actives prises en compte pour le calcul des taux de chômage. Ce qui veut dire que le taux de chômage en banlieue concerne d'abord les jeunes qui sont sortis du système scolaire, mais que ce taux ne dit rien de l'importance des jeunes scolarisés et diplômés.

Questeur : Les méthodes de calcul de l'Insee (découpage territorial des différentes "zones" rurales, périurbaines et urbaine, le mode de calcul du chômage, etc.) n'ont-elles pas une forte incidence sur l'invisibilité des nouvelles fractures sociales, au-delà du discours politique ?

Oui et non. Toute cartographie, tout découpage géographique est perfectible. Le découpage entre zones urbaines, péri-urbaines et rurales est effectivement trompeur. Par exemple, on dit que 80% des Français sont aujourd'hui des urbains. C'est vrai. Mais est-ce que la réalité socioculturelle d'un habitant de Seine-et-Marne est la même que celle d'un habitant parisien ? Evidemment non. En revanche, ils sont considérés tous les deux comme des urbains.

De la même manière, rapprocher les zones péri-urbaines des zones urbaines, avec l'idée que le rural serait différent, fait débat. Le mode de vie dans les espaces péri-urbains se rapproche parfois de celui des espaces ruraux.

C'est pourquoi j'utilise, en plus du découpage Insee, le concept de "France périphérique", qui permet de distinguer une France des grandes métropoles et celle des espaces péri-urbains, ruraux et industriels qui, sociologiquement, tendent à se rapprocher.

Lv : Il est intéressant de voir que le chômage est réparti d'une façon très inégale d'un point de vue géographique, mais j'ai l'impression que l'inégalité la plus criante est au niveau des spécialités. Je suis développeur informatique, or nous sommes en plein emploi dans ce domaine en ce moment, recruter est même difficile ! J'imagine que cela doit se traduire par des inégalités encore plus fortes dans d'autres domaines ?

Cela rejoint le développement de l'emploi métropolitain tel que le définit l'Insee, qui est effectivement très concentré dans certaines grandes villes.

Marianne : Je ne crois pas que la France soit coupée en deux... au contraire, ce qui est difficile à appréhender pour les politiques, les associations, les travailleurs sociaux, et tous les gens qui travaillent sur ce sujet, est que justement la frontière est plus floue qu'auparavant, une personne peut travailler et être demandeur d'emploi, précaire un jour, moins le lendemain. C'est peut-être cela qui empêche que nous nous mettions autour de la table pour vraiment en parler. Ce qui est certain est que la notion de précarité touche presque un tiers de la population aujourd'hui... cela va au-delà de chiffres statistiques du chômage.

Il y a un chiffre intéressant : le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, avait publié un rapport qui signalait que près de 20% de la population était à 50 euros près pour finir le mois. C'est un chiffre qui dit que la précarité dépasse de loin la seule question de l'exclusion. On est bien sur une frontière très floue entre emploi, non-emploi, emploi à temps partiel.

En revanche, il faut continuer à utiliser le découpage en classes sociales et utiliser aussi le niveau de revenus pour distinguer une réalité sociale qui montre une vraie opposition entre catégories populaires et catégories supérieures.

Zamalek : Pensez-vous que le télétravail va modifier profondément l'organisation et la géographie de l'emploi à court ou moyen terme ?

La question du télétravail, c'est le serpent de mer depuis vingt ans. Dans les années 1980, la Datar prévoyait que les cadres iraient s'installer en dehors des villes et travailleraient de leurs ordinateurs. Ça ne s'est pas passé comme ça. Les cadres, éventuellement, achètent des résidences secondaires, mais au contraire, investissent les villes. L'idée d'une généralisation du télétravail ne semble plus pertinente aujourd'hui.

La vraie question en termes d'emploi est la question de la place des catégories populaires dans une économie mondialisée. Pour l'heure – et c'est lié aussi à leur disparition médiatique –, les catégories populaires n'ont pas leur place dans la logique de mondialisation. C'est la question essentielle : l'éviction des catégories populaires de l'ensemble des grands centres urbains les plus actifs du pays apparaît comme une métaphore de leur place dans l'économie d'aujourd'hui. Une place périphérique.

Lola : Est-il possible d'avoir un territoire moins inégalitaire ?

L'accroissement des inégalités sociales et culturelles est un paramètre incontournable dans toutes les grandes villes. Les dynamiques démographiques et économiques font que les inégalités sur ces territoires vont s'accroître. De la même manière, les logiques foncières et économiques vont continuer à produire de fortes inégalités.

On ne sortira pas du haut de cette situation qu'en traitant la question de la place des catégories populaires dans une logique de mondialisation. Si ce problème n'est pas posé, on peut difficilement répondre à la question.

Nolam : Dans cette recomposition territoriale, existe-t-il un facteur culturel entre les centres très cosmopolites, véritables plaques tournantes de la mondialisation, et des territoires plus ouvriers où se retrouvent population française et immigration plus ancienne ?

Avec la place des catégories populaires, la question culturelle fait partie des enjeux fondamentaux de la prochaine décennie. En clair, on observe aujourd'hui des logiques de séparation sociale, mais aussi culturelle. Aujourd'hui, les dynamiques démographiques font apparaître une fracture au sein même des catégories populaires, et selon leur origine.

Ce constat n'est absolument pas pris en compte par le monde politique. En revanche, il structure bon nombre de territoires et explique aussi en partie la poursuite de l'étalement urbain.

Am : Qu'est-ce qu'"une logique de mondialisation pour les catégories populaires" ?

La perception de la mondialisation est un sujet très clivé socialement, parce qu'il est ambivalent. La mondialisation, c'est du développement économique, c'est de l'enrichissement. On le voit notamment dans l'ensemble des grandes métropoles françaises. On comprend à ce titre que la population des grandes métropoles soit très favorable à cette logique économique, dont elle bénéficie.

En revanche, dans les territoires où les populations employées et ouvriers sont les plus nombreuses, la mondialisation se résume bien souvent à la concurrence entre l'ouvrier d'ici et l'ouvrier chinois. Donc derrière, il y a aussi une mondialisation qui est perçue comme un processus qui fragilise socialement.

Un article de Figaro.fr du 8 février :

Inde : croissance insolente... et vulnérable. (09.02)

Le pays retrouve sa croissance d'avant-crise. Mais l'inflation explose, et inquiète. Principale cause des déséquilibres: le chômage. L'illettrisme massif tranche avec les offres d'emplois qualifiés des secteurs qui font tourner l'économie.

Une croissance du PIB de 8,6% en 2010: l'Inde confirme son retour aux belles années d'avant la crise. Le pays, qui avait connu des taux de croissance de 6,7% en 2008 et 8% en 2009, semble se détacher des problématiques économiques européennes et américaines.

Les domaines clés de l'économie du deuxième pays le plus peuplé au monde - secteur manufacturier, financier, immobilier et de la construction - devraient tous gonfler leur activité de plus de 8% sur l'exercice en cours qui se terminera fin mars, selon les chiffres publiés mardi par le Central Statistics Office indien. Autre bon signe, : l'agriculture, qui emploie encore la moitié des Indiens, affiche une amélioration de 5,4%, contre à peine +0,4% en 2009.

Une terrible inflation...

«L'Inde s'installe dans un régime de croissance parmi les plus forts du monde depuis les années 2000 grâce à l'émergence d'un secteur industriel (acier, automobile, pharmaceutique, produits pétroliers), qui bénéficie de la croissance du marché domestique mais qui s'oriente aussi à l'exportation, et grâce notamment au développement du secteur des services», commente Edgare Torija-Zane, dans une étude publiée par Natixis.

Mais ces chiffres cachent les fondations bien fragiles d'un pays qui souffre d'une terrible inflation à plus de 17% sur un an, tirée par le bond du prix de l'oignon. La République de l'Inde subit de plein fouet l'envolée des prix alimentaires dans le monde. Une envolée à la fois due à un déséquilibre entre l'offre mondiale - volatile sur fond d'incidents climatiques décuplés - et la demande - en croissance mondiale de 2 à 3% par an - et des mouvements de spéculation massifs sur les marchés financiers. Or dans un pays tel que l'Inde, de telles explosions de prix sont des sources d'émeutes contre la vie chère, alors que l'alimentation représente entre 60 et 80% du budget des ménages. Sans compter que le pétrole reste autour des 100 dollars le baril, soit à un niveau record de deux ans.

La sphère politique, qui tient compte des événements historiques qui touchent la Tunisie et l'Égypte, prend les pressions inflationnistes très au sérieux: le premier ministre Manmohan Singh a appelé à prendre des mesures dans «*la plus grande urgence*» face à un taux d'inflation qui représente une «*sérieuse menace*». La semaine dernière la Banque centrale indienne (RBI) a confirmé son caractère agressif en matière de politique monétaire en relevant ses principaux taux d'intérêt à leurs plus hauts niveaux depuis début 2008, à 6,5%. Elle avait déjà relevé six fois ses taux en 2010.

Et un chômage persistant

Le grand problème du pays, c'est la trop faible proportion d'Indiens capables de travailler dans les secteurs modernes qui font tourner l'économie. Si le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est assez élevé dans le pays, le taux d'illettrisme reste trop lourd, ce qui réduit la population disponible pour occuper un emploi. «*La proportion de la population ayant suivi l'enseignement secondaire est anormalement bas*», déplore Patrick Artus, directeur de la recherche économique chez Natixis.

Ainsi le marché du travail est plombé par une pénurie de ressources en main d'œuvre disponible. Le cas indien est très particulier : dans les autres pays émergents, le déséquilibre n'est pas aussi fort.

Face à 1,2 milliard d'Indiens qui poussent la demande à la hausse, il y a une insuffisance de l'offre à cause des «goulots d'étranglement» sur le marché du travail. Le parfait cocktail pour nourrir l'inflation.

Un cercle vicieux

Une fois l'inflation déclenchée par ces tensions sur le marché du travail et sur les capacités de production, elle s'auto-entretient: «*la Banque Centrale n'ose pas lier les taux d'intérêt à l'inflation, parce que la hausse des taux attirerait des capitaux étrangers*», explique le directeur. Ce qui tirerait la monnaie indienne, la roupie, à la hausse, et pour contrer cela, la Banque centrale augmenterait ses réserves de change. Avec pour conséquence, plus de liquidités sur les marchés. Autrement dit, plus d'inflation.

Les investissements étrangers chutent de plus de 30%

Enfin, si l'économie indienne affiche des taux de croissance insolents, l'avenir pourrait s'assombrir si, en plus des problèmes domestiques, la dynamique n'est plus portée par les investissements des sociétés étrangères. D'après les derniers chiffres de la Cnuced (Conférence des Nations Unies sur le commerce et de Développement), les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 32% en 2010, sur fond de barrières douanières et de procédures administratives trop lourdes.

Même si depuis une vingtaine d'année, la libéralisation des échanges s'est développée, certains secteurs ne peuvent pas pénétrer le marché, comme dans la grande distribution. Pour l'Inde, il s'agit de protéger ses industries, mais «*à long terme, les restrictions mises à l'accès au marché indien (...) vont limiter les IDE*», a prévenu Gary Locke, secrétaire d'Etat américain au Commerce, actuellement en visite en Inde.

Commentaire.

Les entreprises étrangères hésitent à investir en Inde tellement le pays est corrompu et la bureaucratie insupportable, l'une des pires du monde paraît-il, je confirme. Ce que ne dit pas cet article, c'est que même ceux qui ont été à l'école jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans en sortent avec un niveau misérable, en gros ils n'ont appris qu'à lire, écrire et compter, je parle des écoles publiques. Sur le plan du comportement des gens, de leur prise de conscience de certains problèmes de société, de leur degré de responsabilité face à certaines questions comme l'éducation des enfants, l'hygiène, etc. ils n'ont réalisé absolument aucun progrès, les mentalités sont restées figées dans le passé parce que la structure et les rapports dans la société n'ont pas évolué ou très peu.

Avec une démographie toujours galopante, la surpopulation, la plupart des Indiens vivent plus confortablement aujourd'hui qu'il y a 10 ans, mais leur mode de vie s'est nettement détérioré, les familles ont tendance à s'atomiser, les témoignages d'incivilité tendent à se multiplier gravement, il n'y a que ce qui les tirent en arrière qui n'a pas bougé : la religion et des coutumes qui le plus souvent sont des contraintes. Transportez un contemporain de Molière à notre époque et imaginez un instant ce que cela pourrait donner, et vous aurez un aperçu de ce qui se passe dans la tête de la plupart des Indiens. Les Indiens n'ont aucune notion du bien collectif, encore moins de classes sociales, en revanche ils sont nationalistes et volontiers xénophobes ou racistes, ils n'ont aucun sens des responsabilités, ils sont incapables de penser au lendemain ou aux autres, ils ne pensent qu'en terme de profit individuel, y compris au sein de leur famille, les parents ne donnent aucune éducation à leurs enfants, le mensonge et l'hypocrisie sont naturels pour eux par exemple, au quotidien tous ces rapports sont une véritable catastrophe, invivables, ils le disent eux-mêmes et en sont profondément malheureux.

Plus de 17% d'inflation en 2010, comme quoi les prix flambent. Du coup, j'ai réduit mon train de vie qui était déjà limité, y compris sur la nourriture, j'ai supprimé la bière, j'ai divisé par deux ma consommation de Vodka, donc de citrons, de limonade et d'eau gazeuse, je ne vais plus à la boulangerie allemande où le pain est meilleur mais plus cher, je mange davantage de riz car c'est le moins cher, j'ai abandonné le mouton et les grosses crevettes trop chers, pas un seul resto depuis plus d'un an, même pas une pizza qui est passé de 85 à 165 roupies, aucune sortie, aucune dépense superflue, aucun bibelot ou attire poussière, j'ai dû racheter cinq shorts et un pantalon, pas un seul livre ni journal ou revue, pas de révision de la moto depuis trois ans, pas même une vidange, je rajoute de l'huile quand il en manque, elle ne me sert plus qu'à faire des courses, je fais les petits travaux de la maison moi-même, je n'emploie plus personne pour nettoyer et arroser le jardin, c'est mon boulot de l'après-midi, ma seule folie : un coffret de 4 CD des Beatles.

Sur un budget de 12 à 14 000 rs environ (200 à 250 euros), ce qui me revient le plus cher, ce sont les cigarettes, elles ont augmenté de 30% en un an (2 400 rs), la Vodka, 4 bouteilles par mois (2 000 rs), les repas du chien (2 200 rs), Internet (1 000 rs), l'essence (500 rs), l'électricité (300 rs en court-circuitant le compteur au lieu de 2 500 rs !), le gaz (100 rs quand Magueswary n'est pas là, sinon trois fois plus, alors que je cuisine aussi tous les jours !) les 4 ou 5 000 rs restants passent dans la nourriture et les produits

divers. Je devrais rajouter la nourriture que Magueswary ramène de France tous les 6 mois, des boîtes de conserve et 5 litres d'huile d'olives, de la moutarde, du fromage, mais c'est du superflu, il y en a quand même pour au moins 15 000 rs chaque fois. La taxe d'habitation se monte à moins de 1 000 rs par an, l'eau à quelques centaines de roupies. Je ne paie pas d'assurance pour la maison puisque ce n'est pas obligatoire, celle de la moto est de 1 000 rs environ par an. Par contre, j'ai dû déboursier plus de 25 000 roupies pour remplacer l'ordinateur qui ne me sert que pour le site.

Je vis modestement, c'est un choix, mes revenus étaient de 23 000 rs en 2010. La marge de manoeuvre qu'il me reste me sert à couvrir les dépenses exceptionnelles ou à prévoir, le remplacement d'un ventilateur, du frigidaire par exemple. C'est Magueswary qui règle les 42 000 rs de son billet d'avion avec les économies qu'elle réalise sur son allocation d'handicapée de 700 euros mensuel, de mon côté je paie le taxi (4 000 rs) et ce qu'elle emporte en France dans sa valise. Quand le prix des tomates passe de 4 à 20 rs, celui des oignons à 30 (hier), les pommes de terre de 8 à 20 rs, le kilo de café de 260 à 380 rs, l'huile de 50 à 80 rs, le lait de 16 à 22 rs le litre, un oeuf de 1,5 à 3 rs, l'essence de 30 à 50 rs le litre, le boeuf de 85 à 130, le poulet de 70 à 120, les matériaux de construction ont augmenté dans les mêmes proportions, de 30 à 50%.

Côté salaire, le prix de la main d'oeuvre d'un ouvrier du bâtiment de 250 à 350 ou 400 rs par jour, les salaires de mes beaux-frères ont doublé en 3 ans, 5 500rs (90 euros) par mois pour un technicien en climatisation et un chauffeur-livreur avec 15 ans d'expérience, une ouvrière en usine (mes belles-soeurs) le pompiste et la caissière d'un supermarché touche 2 700 rs (40 euros), un chef de service trilingue dans une société informatique spécialisée dans la publication sur Internet (Xpress) avec 10 ans d'expérience, 15 000 rs (250 euros), un ingénieur système spécialisé réseau et Intranet avec 10 ans d'expérience, 25 000 rs (400 euros). Un fonctionnaire employé au bas de l'échelle, facteur, électricien, etc, perçoit un salaire d'environ 4 à 5 000 rs. En réalité, depuis 2007, il s'est passé en Inde l'inverse de ce qui s'est produit en France côté prix et salaires.

Un article de Slate.fr. du 17 février :

Le G20 plus spectateur qu'acteur. (19.02)

Le G20, présidé cette année par la France, n'a-t-il rien retenu des révolutions populaires qui ont enflammé la Tunisie et l'Égypte? Rien, non plus, des manifestations et émeutes qui ont secoué l'Algérie ou le Yémen et qui pourraient se propager à la Jordanie, à l'Irak ou au Maroc? Alors que les ministres des finances et gouverneurs de banques centrales se réunissent à Paris ce week-end, l'un des objectifs de Christine Lagarde, puissance invitante, consistera à «trouver un accord sur les indicateurs de performance économique». Le G20, tout à son projet de «croissance forte, équilibrée et durable», est-il déconnecté?

Reprenons. Installé au début de la crise pour trouver collectivement des solutions qui permettent d'éviter la faillite du système bancaire international, ce club des vingt pays les plus riches de la planète, et qui représente 85% du PIB mondial, n'a pas atteint tous les objectifs qu'il s'était fixé. Il a évité un blocage de l'économie mondiale, mais a échoué dans la lutte contre les paradis fiscaux, et la régulation financière mondiale est encore entièrement virtuelle. Quant à la lutte contre la corruption, à force de voir les institutions piétiner, ce sont les peuples eux-mêmes qui, en Tunisie et en Égypte, ont pris les choses en main. Les Etats représentés au G20 n'ont été, en l'occurrence, que des spectateurs.

«Business as usual» pour les banques... et même un peu plus

Aujourd'hui, la sortie de crise se précise grâce notamment aux mesures de relance budgétaires qui furent au programme des précédentes réunions du G20. Mais la crise n'est pas effacée pour autant. Avec l'explosion des dettes publiques, les contribuables vont maintenant être sollicités pour payer les intérêts des emprunts souscrits par les Etats afin d'empêcher des successions de faillites. En France, le service de la dette va être du niveau du budget de l'Éducation nationale.

Pour autant, les banques ont repris leur «business as usual». Et le G20 piétine, comme s'il ne voulait empêcher la constitution de bulles annonciatrices de crises à venir. Pourtant, Christine Lagarde a elle-même montré le ver dans le fruit. En préambule à la réunion du week-end à Paris, la ministre française Christine Lagarde a souligné lundi la «*financiarisation excessive*» des marchés de matières premières notamment alimentaires, et la «*volatilité excessive*» des prix pour des céréales comme le blé dont les cours ont augmenté de 40% en six mois. «*A Chicago, il s'échange dans l'année 46 fois la production mondiale de blé, et 24 fois la production mondiale de maïs, entre des opérateurs privés qui n'ont aucun lien avec la matière première*», a expliqué la ministre. Comme à l'occasion des émeutes de la faim de 2008, les populations les plus démunies sont les victimes de cette absence de régulation.

Les Etats du G20 décideraient-ils d'intervenir, pour défendre ces populations qu'ils représentent? «*Nous ne voulons pas revenir à une administration des prix comme par le passé, mais réduire la volatilité en faisant la lumière sur les marchés*», a expliqué Christine Lagarde. En clair, pour éviter que les cours ne s'emballent, mettre en place des indicateurs qui introduisent de la transparence, en espérant qu'elle sera dissuasive et fera reculer les pratiques excessives. Bien peu de choses pour faire peur aux spéculateurs. Et rien pour rassurer des populations qui subissent un triplement des prix des matières premières agricoles en trois ans.

Les financiers contre le G20

Les institutions financières pèsent de tout leur poids pour faire obstacle à ce qui limiterait leurs marges de manœuvre. Les marchés réhabilitent des pratiques pourtant clouées au pilori par les mêmes membres du G20 au plus fort de la crise. Les banques de financement et d'investissement basculent à nouveau dans des dérives provocatrices. Aux Etats-Unis, au titre de l'exercice 2010, les 25 plus importantes institutions financières de Wall Street auront distribué 135 milliards de dollars de salaires et bonus à leurs salariés; soit 20% de plus qu'en 2008 et 6% de plus qu'en 2009. En Grande Bretagne, les banquiers sont parvenus à éviter le plafonnement de leurs bonus en échange d'une augmentation de leurs prêts aux entreprises, comme s'il ne s'agissait pas là d'un fondement de leur mission. En France, les six grands groupes secourus par des prêts de l'Etat ont alloué un total de près de 3 milliards d'euros de bonus à leurs équipes de la banque d'investissement au titre de l'année 2009, en hausse de 60% par rapport à 2008. Et 2010 ne devrait pas être un mauvais crû pour les bonus qui vont bientôt être versés.

Les institutions financières creuseraient-elles un nouveau fossé qui les isolerait du reste du tissu social ? En ce cas, il appartiendrait aux présidents et chefs de gouvernement de corriger le système financier, démontrant ainsi qu'ils conservent les manettes du pouvoir au service des citoyens. Les opinions publiques ne comprendraient pas que, alors que la crise n'est même pas soldée, les mêmes excès puissent se reproduire sans réaction de leur part. Déjà, en Europe, les pratiques spéculatives de la finance internationale sont dénoncées par les europhobes de tout poil pour mettre l'Union européenne en échec, à commencer par les populistes qui progressent. Certes, on n'imagine pas que des régimes démocratiques occidentaux puissent être renversés de la même façon que dans les dictatures arabes. En revanche, des basculements à l'occasion d'élections sont des scénarios plausibles. Au Maghreb et au Mashreq, on n'avait rien vu venir non plus. Le G20 devrait y songer, en montrant un peu plus de détermination pour réguler les marchés mondiaux que l'établissement d'un simple indicateur.

Commentaire rapide.

Dans cette analyse il manque le chômage massif. Quant à l'affirmation selon laquelle "*des régimes démocratiques occidentaux*" ne pourraient pas être renversés à leur tour, l'auteur de cet article prend ses désirs pour la réalité, ces régimes sont aussi des dictatures... En revanche, il a raison de ne pas s'inquiéter de "*basculements à l'occasion d'élections*" qui ne changeraient strictement rien, puisque tous les partis qui sont en situation d'accéder au pouvoir sont tous inféodés au capitalisme et poursuivraient la politique réactionnaire de leurs prédécesseurs.

Un article commenté de Lexpress.fr du 18 février :

Ce qui les guette au tournant. (titre du site). (19.02)

Constat et prédiction : *"Révoltes populaires, émeutes de la faim et inflation galopante sont au menu si les gouvernements ne parviennent pas à calmer le jeu rapidement. D'autant que l'économie mondiale, encore convalescente après des mois de secousses en chaîne, n'est guère en mesure de supporter un nouveau grand choc."*

Ils s'inquiètent : *"Pour un peu, on se croirait revenu trois ans en arrière. En 2008, déjà, les prix des matières premières s'étaient envolés, avant de retomber, avec l'effondrement de la finance mondiale."*

Et pour cause ; *"L'indice mondial des prix alimentaires de la FAO, l'organisation de l'ONU chargée de l'agriculture, a grimpé de 43 % au cours des douze derniers mois, dépassant le pic atteint au moment des émeutes de la faim de 2008." De plus "Une autre mauvaise nouvelle est arrivée ces derniers jours : le riz, aliment de base pour 3 milliards de personnes, et jusque-là relativement épargné, se trouve touché à son tour. Pour le seul mois de janvier, les cours ont grimpé de 10 % sur le marché à terme de Chicago..."*

Quant à l'origine de cette situation, un déséquilibre entre l'offre et la demande, les caprices du climat, l'augmentation de la demande due à celle de la population et du développement rapide (artificielle, à coup d'endettement) de la classe moyenne dans certains pays : *"A qui la faute ? Si le débat fait rage, chacun s'accorde à reconnaître un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande. Côté offre, la multiplication des catastrophes naturelles a indiscutablement joué un rôle de déclencheur. Inondations au Pakistan et en Australie, incendies en Russie, sécheresse en Amérique latine et en Chine ont mis en périls récoltes. (...) D'autant que certains d'entre eux, comme le Lesotho, le Mozambique ou encore l'Afrique du Sud, viennent à nouveau de subir de violentes inondations."*

"Côté demande, la tension est également à son comble. La consommation est en effet tirée par la croissance exponentielle des pays émergents, véritable lame de fond qui permet à des millions d'hommes de sortir de la pauvreté. De nouvelles classes moyennes qui se comportent différemment de leurs aînées : leur alimentation s'enrichit et devient plus variée, elles consomment davantage de produits finis et se déplacent plus fréquemment. Cette révolution tire vers le haut les prix de certaines matières agricoles (la viande, par exemple), mais aussi des métaux ou de l'énergie."

Bref, un déséquilibre encore accentué par la spéculation, un scénario catastrophe est en train de se mettre en place sans que les tenants du capitalisme mondial ne puissent ou ne veuillent l'enrailer : *"Une offre menacée de raréfaction par la multiplication des catastrophes naturelles, une demande qui explose : la hausse des prix se comprend aisément. Mais la rapidité de l'envolée, ainsi que l'intensité des fluctuations, laisse à penser que des facteurs spéculatifs sont également à l'oeuvre. D'autant que, depuis la chute de Lehman Brothers, le système n'a pas été réformé. Comme avant la crise, l'économie mondiale, minée par des déséquilibres structurels, avance par à-coups violents, gonflant des bulles, qui finissent toujours par exploser avec fracas. "Les investisseurs font des arbitrages, confirme Guillaume Monarcha, responsable de la recherche au sein du fonds Orion Financial Partners. Les marchés d'actions, qui ont beaucoup grimpé en 2010, sont très incertains, de même que les obligations d'Etat. Les gérants cherchent des plans B : pour beaucoup, les matières premières constituent le choix le plus pertinent." Ce marché, dérégulé au tournant des années 2000, est particulièrement propice à la spéculation. Il est peu transparent, puisque beaucoup de transactions se font de gré à gré, sans tiers pour les enregistrer, et le recours aux produits dérivés, qui permettent de prendre des positions sans nécessairement engager la somme correspondante, y est très développé."*

La spéculation jette de l'huile sur le feu comme s'ils souhaitent une déflagration mondiale : *"De nombreux fonds spéculatifs se sont ainsi spécialisés dans ces marchés, à l'image de celui du mytique gérant américain Jim Rogers, qui a bâti une partie de sa fortune en misant sur le pétrole, le maïs et le soja. D'où des fluctuations très fortes, et pas toujours justifiées par des tendances de fond. Ainsi, en 2008, le pétrole était-il passé de 80 à 140 dollars, alors que l'activité économique était en phase de ralentissement. Puis, le prix du baril avait violemment rechuté, pour descendre jusqu'à 40 dollars. "Pour la plupart des matières premières, hormis le blé, l'ampleur de la hausse n'est pas justifiée par l'évolution des fondamentaux, analyse Patrick Artus, directeur de la recherche économique à Natixis. Mais la grande*

différence avec 2008, c'est que la spéculation passe davantage par des investisseurs individuels qui achètent sur les marchés physiques, et moins par des acteurs financiers sur les marchés à terme." "

Pour conclure sur un air désabusé qui cache mal leur crainte : "*Quelles que soient les mesures prises par le G 20, tout indique que la hausse du prix des matières premières est un phénomène voué à durer. Et à s'inscrire dans la vie quotidienne de chacun.*"

Un article de 20minutes.fr. et Reuters du 21 février :

En 2009, les ventes d'armes ont dépassé les 400 milliards de dollars. (22.02)

Les 100 plus grands fabricants mondiaux d'armement, hors chinois, ont vendu pour 401 milliards de dollars de marchandises en 2009, la palme revenant aux Etats-Unis où la demande du gouvernement a été soutenue, selon un rapport du Sipri publié ce lundi.

«Les ventes d'armes combinées des 100 plus importantes firmes d'armement (Top 100) ont augmenté de 14,8 milliards de dollars» en 2009 par rapport à 2008, soit une hausse de 8%, selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri). Au cours de l'année passée, les ventes d'armes de ce Top 100 ont atteint 401 milliards de dollars (295 milliards d'euros) dont 247 milliards (61,5%) au bénéfice de 45 sociétés basées aux Etats-Unis.

«Les dépenses en biens et services militaires du gouvernement des Etats-Unis sont un facteur déterminant de l'augmentation des ventes d'armes des entreprises américaines (...) et des entreprises d'Europe occidentale présentes sur le marché américain», souligne la spécialiste de l'industrie de l'armement au Sipri, Susan Jackson.

Selon elle le taux annuel de croissance des ventes s'est accéléré de façon régulière depuis 2005, lorsqu'il atteignait 2%.

Sur la période 2002-2009, les ventes des 100 plus grands groupes ont augmenté de 59%. "Nous ne pensions pas que l'industrie de l'armement subirait immédiatement l'impact de la crise financière", a-t-elle déclaré, invoquant notamment les longs délais de livraison et les contrats de long terme passés avec les Etats clients.

"Les plus grands groupes ne subiront pas nécessairement d'impact l'année prochaine ni celle d'après", a-t-elle ajouté.

Lockheed Martin à la première place

Le groupe de défense américain Lockheed Martin a ravi la première place au britannique BAE Systems en 2009 avec des ventes de 33,4 milliards contre 33,3 milliards. Chacun compte pour 8,3% des ventes totales. La seule branche américaine de BAE a vendu pour 19,3 milliards de dollars d'armes, ce qui la placerait au 7e rang mondial, souligne le rapport. 120 milliards de dollars pour les 33 groupes basés en Europe

L'Europe est représentée dans le Top 100 par 33 groupes basés dans neuf pays (Allemagne, Espagne, Finlande, France, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et dont les ventes cumulées se sont élevées à 120 milliards de dollars, soit 30% du total. Outre BAE Systems, 2e vendeur mondial, le groupe européen EADS se classe 7e avec 15,9 milliards de dollars (4,0%) et l'italien Finmeccanica 8e avec 13,3 milliards (3,3%).

Parmi les dix plus gros vendeurs d'armes, les sept autres sont américains: Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, General Dynamics, Raytheon, L-3 Communications et United Technologies. Le Sipri n'a pas pris en compte la Chine car «même si l'on sait que plusieurs fabricants d'armes chinois sont suffisamment importants pour figurer dans le Top 100, il est impossible pour nous de les y inclure en raison d'un manque de données comparables et suffisamment précises», a expliqué Mme Jackson à l'AFP. 10 groupes asiatiques dans le classement

L'Asie est cependant représentée dans le classement par 10 groupes (4 au Japon, 3 en Inde, 2 en Corée du sud et 1 à Singapour) et le Moyen-Orient par 5 (3 en Israël, 1 au Koweït et 1 en Turquie). Ces deux régions ont totalisé 24 milliards de dollars de ventes d'armes en 2009, selon le rapport. Le Sipri définit les ventes d'armes comme étant les ventes de biens et services militaires à une clientèle militaire, sur le marché intérieur comme à l'exportation.

Créé en 1966, le Sipri est un institut international indépendant basé à Stockholm, financé à 50% par l'Etat suédois et spécialisé dans les conflits, les armements, le contrôle des armes et le désarmement.